

## I. concepts générales sur l'investissement direct étranger :

### Section 1 : Définition de l'investissement direct étranger :

Selon la définition de référence du FMI<sup>1</sup>, les investissements directs étrangers correspondent aux opérations financières menées par les firmes transnationales destinées à contrôler ou à exercer une influence significative sur le marché et la gestion d'entreprise implantées dans un pays différent de celui de la maison mère, le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise.

Selon la définition l'OCDE<sup>2</sup> l'investissement direct étranger est une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays. Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions). D'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, définies également comme des investissements directs étrangers, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital.

Du point de vue de la libération de capitaux « un investissement direct étranger est un investissement effectué en vue d'établir des liens économiques durables avec une entreprise tel que, les investisseurs qui donnent la possibilité d'exercer une influence réelle sur la gestion de l'entreprise qui a pour objectif soit la création ou l'extension d'une entreprise, ou d'une filiale, soit pour l'acquisition intégrale d'une entreprise existante, d'une participation à une entreprise nouvelle ou existante, ou bien un prêt à long terme »<sup>3</sup>.

Selon la définition de l'OCDE utilisée à des fins statistiques, « toute personne physique, toute entreprise publique ou privée, ayant ou pas la personnalité morale, tout gouvernement, tout groupe de personnes physiques liées entre elles, ou tout groupe d'entreprises ayant la personnalité morale liées entre elles, elle est un investissement direct étranger s'il possède lui-même une entreprise d'investissement direct c'est-à-dire une filiale, une société affiliée ou

<sup>1</sup> Armand Colin « images économiques du monde » ED 2010, p38

<sup>2</sup> <http://www.oecd.org/fr/eco/perspectives/2956451.pdf> consulté le 03/06/2014

<sup>3</sup> Makrane Hanane, « le rôle des IDE dans le secteur bancaire algérien », 2009, consulté sur : mémoire on line le 7/7/2014.

une succursale faisant des opérations dans un pays autre que le pays de résidence de l'investisseur direct »<sup>1</sup>.

L'activité dans le domaine de l'IDE peut être mesurée de deux façons différentes : les flux et stocks d'investissements financiers, et l'activité « réelle » des filiales étrangères dans les pays d'accueils. Les données financières sur l'IDE sont compilées en fonction des concepts utilisés pour les statistiques de la balance des paiements (flux) et de la position d'investissement international (stocks). Les informations sur l'activité des filiales étrangères sont recueillies par le biais d'enquêtes nationales sur plusieurs aspects de l'activité des entreprises, et compilées par l'OCDE. L'éventail des pays, des branches d'activité et des périodes couverts par ces données est encore limité. La couverture des deux indicateurs n'est pas la même parce que les flux et les stocks d'IDE impliquent, par convention, la propriété de 10 pour cent ou plus des actions ou droits de vote d'une entreprise, tandis que les données sur les activités des filiales étrangères n'incluent que les entreprises où la participation étrangère atteint 50 pour cent ou plus.

Selon la vision de l'Algérie sur les IDE, elle est différente des autres puisqu'elle fait une distinction entre l'investissement direct et l'investissement mixte<sup>2</sup>. L'investissement est direct lorsqu'il est financé et réalisé en totalité par une ou plusieurs personnes physiques et /ou morales non résidentes en Algérie. Alors que, l'investissement est mixte lorsqu'il est financé et réalisé par une ou plusieurs personnes physiques ou /et morale non résidentes en association dans le cadre d'une société de droit algérien créée avec un ou plusieurs partenaires locaux, choisit librement parmi les personnes morales publiques ou privées résidentes. Le pourcentage de participation en capital de société mixte est déterminé librement par les associés.

---

<sup>1</sup> Makrane Hanane , op cit .

<sup>2</sup> Bettahar Rabah : le partenariat et la relance des investissements, Ed Bettahar, Alger, 1992, p 62.

**1-1: Types et formes d'IDE :**

Ces opérations se ramènent à deux principaux types<sup>1</sup> :

- Celles menées par croissance « interne », c'est-à-dire entre les maisons mères et leurs différents établissements dans le monde : création de nouvelles unités, extension de capacité, augmentation de capital, prêt, réinvestissement local des bénéfices.
- Celles réalisées par croissance « externe », à l'occasion de l'entrée dans le capital d'une entreprise étrangère via les marchés boursiers, à condition d'atteindre au moins 10% de son capital.

Les données financières sont plus largement disponibles, mais elles souffrent de divers problèmes de mesure. Ainsi, les flux bilatéraux d'IDE déclarés ne reflètent pas toujours fidèlement les profils d'internationalisation, car la première destination (par pays ou par branche) n'est pas toujours la destination finale, étant donné le rôle des intermédiaires financiers sous contrôle étranger dans les pays d'accueil. De plus, en dépit des progrès considérables réalisés dans l'harmonisation des définitions et des méthodes de collectes des données, il subsiste quelques disparités d'un pays à l'autre : tandis qu'une majorité de pays notifient les positions d'investissement sur la base des valeurs comptables, d'autres les mesurent en fonction des valeurs du marché.

Le principe d'établir des liens économiques durables avec une entreprise, et l'influence réelle d'une firme étrangère sur la gestion de son partenaire a donné naissance à certaines formes d'IDE couramment utilisées<sup>2</sup>:

**1. Les accords de licence :**

C'est une promesse qui lie, devant la loi, la personne qui s'est engagée, et celle qui bénéficie de cet accord, quel que soit sa nature. Ce type de contrat permet l'accès à une technologie du concédant, d'une licence au concessionnaire pour une durée déterminé dans le temps, en contrepartie d'un paiement.

---

<sup>1</sup> « Armand Colin », op cit, p38.

<sup>2</sup> Bouzidi Abdelmadjid, « comprendre la mutation de l'économie algérienne », Ed société nationale de comptabilité, Alger, 1992, p55, 56, 57.

## 2. Le franchisage :

Cet accord permet au franchisé de recevoir exclusivement du franchiseur le droit d'utiliser sa marque de fabrique accompagné d'un certain service comme la publicité dans une zone géographique limitée. En contrepartie, le franchisé doit respecter les règles dictées par le franchiseur et lui fournir un revenu forfaitaire ou régulier.

## 3. Les contrats de gestion :

Dans ce genre de contrat les partenaires étrangers assurent soit la gestion d'une entreprise locale, soit la réalisation d'un projet dans le pays hôte, il assure aussi la formation du personnel locale et le transfert des pouvoirs de gestion aux partenaires locaux après un certain délai.

## 4. Les contrats de service à risque :

C'est pratiquement le même que le contrat précédent à une exception que la firme étrangère est rémunérée en nature par les revenus provenant de l'exploitation. Ces contrats sont souvent demandés par le gouvernement du pays qui a exproprié une entreprise, mais qui veut conserver une assistance technique<sup>1</sup>.

## 5. La sous-traitance internationale :

Les sous -traitant produit ou assemble des semi produits avec ses propres moyens et les délivre au contractant, qui les utilisent soit dans sa propre production soit pour les vendre.

## 6. La succursale :

C'est un établissement durable d'une société à l'étranger, sans personnalité morale distincte de la maison mère. Elle représente la volonté de l'entreprise à se fixer dans les pays étranger. Son rôle est d'informer la société mère par l'envoi de rapports ou études de marché, ou de gérer sur places les commandes et le service après ventes. Elle ne peut en aucun cas signer des contrats, émettre des factures, ou avoir une activité économique.

---

<sup>1</sup> Josette Peyrard, « gestion financière internationale », Ed Vuibert, 1999, p204.

**7. La joint-venture :**

C'est une société contrôlée par un nombre limité d'actionnaire qui décident des politiques financières et opérationnelles d'un commun accord, sans qu'aucun d'eux n'impose ses décisions aux autres. C'est un accord entre des actionnaires définit et organise le contrôle conjoint de l'entreprise. la joint-venture veut dire aussi la réalisation d'un projet local, en association avec un partenaire étranger, afin de réduire les coûts de production entraînés par ce projet. Généralement, le partenaire connaît bien l'environnement local, le marché et les habitudes des consommateurs, et cela permet aux partenaires étrangers de bénéficier de son expérience.

Si le capital est détenu à hauteur d'une prise de contrôle majoritaire, il s'agit d'une filiale.

**8. Le partenariat :**

C'est une forme de coopération durable entre des entreprises indépendantes dans le but de renforcer la situation financière, d'innover et d'améliorer les techniques de recherches et de développement, d'acquérir de nouveaux savoir-faire, de comprendre la culture de l'autre entreprise, d'intégrer d'autres compétences en matière de management pour répondre aux attentes de la clientèle tout en adoptant de nouvelles gammes plus performantes, de conforter les positions sur le marché en améliorant la compétitivité.

Il y a plusieurs raisons qui motivent les pays afin d'attirer l'investissement direct étranger<sup>1</sup> :

- Attirer d'avantage de capitaux d'investissements pour satisfaire les besoins en capitaux des grands projets d'investissements, et ensuite exporter la production intérieure.
- Accéder à des technologies de pointe en apportant des équipements qui résulte de l'application des technologies de pointe.
- Accéder aux techniques de gestion de pointe, ces entreprises étrangères apportent avec elles, en s'implantant, les techniques de gestion occidentales donnant ainsi au personnel recruté localement l'occasion d'acquérir ces techniques d'opérations.

---

<sup>1</sup> OCDE, « Fiscalité et investissement direct étranger: l'expérience des économies en transition », 1995, pp17, 18.

- Améliorer l'accès aux marchés occidentaux en apportant avec ces entreprises étrangères des filières de distribution et la connaissance des débouchés possible sur les marchés internationaux.

- Faciliter la privatisation et la restructuration en apportant une contribution dans ces deux domaines et permettre ainsi un meilleur accès aux sources de capitaux extérieures.

La participation d'entreprises étrangères peut également rendre le processus plus efficace.

## **1-2 : Le rôle de l'investissement direct étranger :**

Le rôle de l'investissement direct étranger est souvent associé à celui des sociétés multinationales. Or, celles-ci occupent une place essentielle dans l'économie mondiale. Selon la CNUCED<sup>1</sup>, celles-ci contrôlaient en 2004 près de 25% de la production mondiale, alors qu'elles occupent une main d'œuvre elle-même passée de 40 à 80 millions de salariés entre 1975 et 2004. En fait, chaque fois qu'une société prend le contrôle d'une autre située dans un autre pays soit par la création directe de capacité soit par les fusions-acquisitions, il y a un investissement direct à l'étranger.

### a) Spécificités :

L'IDE a trois caractéristiques :

- L'IDE se spécifie d'une temporalité longue, ce qui veut dire, qu'il fait naître des droits de propriété et des revenus sur toute la période qui suit sa réalisation.

- L'IDE implique des transferts de droits patrimoniaux insinuant que l'on considère un investissement comme étant direct étranger que s'il y a contrôle de l'entreprise concerné, le pourcentage est aujourd'hui normalisé à 10%.

- Il existe une composante stratégique évidente de cette décision de la firme. non seulement son horizon est sensiblement plus étendu, mais encore ces motivations qui sont plus riches : il peut s'agir d'accords de distribution, ou de production commune.

### b) Rythmes et configuration :

Les sociétés multinationales ont joué le premier rôle dans l'évolution des IDE dans l'économie mondiale. Ces dernières années leur extension s'est accélérée, selon la CNUCED, l'élément le plus caractéristique est l'importance prise par les IDE à destination des pays en

---

<sup>1</sup> Henri Bourguinat /Gérome Theiletche/Michel Dupuy, « finance international » ED Dalloz 2007, p21 p22 .

développement alors qu'ils représentaient à peine un cinquième du total en 1990, ils se sont hissés à plus de 35% en 2004.

c) Une logique de plus en plus financière :

Cette véritable explosion de l'IDE ces 30 dernières années, est l'un des moteurs principaux de la globalisation. Elle est pour l'essentiel la résultante des sociétés multinationales, qui contrôlent la majorité des IDE. On remarque qu'une partie dominante de ces IDE se fait non pas par la création de capacités neuves, mais par la fusion-acquisition.

Tout se passe comme si l'optique du portefeuille fondé sur une recherche incessante des restructurations sur la base du couple rendement- risque prélevait aussi en matière d'IDE. Donc on peut légitimement considérer que la finance actuelle est en précession sur l'investissement. L'IDE se financiarise lui-même.

## **Section 2 : La nature complexe de l'IDE :**

L'investissement direct étranger à une nature très complexe, les avantages et les coûts des projets d'investissements varient non seulement en fonction du secteur économique et d'un grand nombre de facteurs socio-politiques, mais également de la stratégie d'entreprise adoptée par les investisseurs, du mode d'entrée de l'IDE, de la position cyclique du pays d'accueil<sup>1</sup>.

Par la suite nous allons montrer quelques principales sources de différences entre les projets d'IDE :

### **2-1 : Choix de la localisation :**

La société dispose de nombreuses possibilités, quand elle décide d'investir à l'étranger, les avantages de propriété correspondent aux actifs détenus par une entreprise lui permettant d'être compétitive sur un marché étranger, bien qu'elle le connaisse moins bien que les entreprises locales et en dépit des coûts engendrés par la création d'une filiale étrangère. On compte généralement parmi les avantages de propriété une technologie et une capacité de gestion plus avancées. Le pays d'accueil peut offrir des avantages de localisation à une entreprise tel que : un marché important, des coûts de main-d'œuvre et/ou de production

---

<sup>1</sup> L'investissement direct étranger au service du développement, OCDE, 2002, p 47.

faibles, une bonne infrastructure. Alors que les avantages de propriété et d'internationalisation varient en fonction de l'investisseur, l'avantage de localisation dépend du pays d'accueil.

a) Environnement favorable des pays d'accueil :

Lee et Houde (2000) ont analysé les principaux avantages de localisation que peuvent présenter des pays, ces avantages sont<sup>1</sup> :

- La taille du marché et ses perspectives de croissance ;
- Les dotations en ressources naturelles et humaines ;
- L'infrastructure physique, financière et technologique ;
- L'ouverture au commerce international et l'accès aux marchés internationaux ;
- Le cadre réglementaire et politique et la cohérence de l'action gouvernementale.

b) Facteurs motivant des décisions d'investissement :

A partir des points qu'on a déjà étudiés, certains pays sont susceptibles d'attirer les IDE, mais afin de prendre la décision d'investir, les EMN dépendent de leurs considérations stratégiques plus complexes, notamment par la nature des avantages que les investisseurs attendent concrètement d'une délocalisation à l'étranger par opposition à un investissement dans l'économie nationale. Ces facteurs de motivations sont<sup>2</sup> :

- L'IDE motivé par la recherche de ressources.
- Ressources naturelles ;
- Ressources humaines ;
- L'IDE motivé par la recherche de marché ;
- L'IDE motivé par la recherche d'efficience ;
- L'IDE motivé par la recherche d'actifs stratégiques ;

## **2-2 : Les avantages macro-économiques pour le pays d'accueil :**

L'impact de l'IDE dépend des facteurs macro-économiques comme le rapport épargne /investissement du pays d'accueil, ainsi que dans son insertion dans le système financier international.

Les mécanismes qui permettent potentiellement aux apports d'IDE d'influer sur les performances macro-économiques peuvent être répartis en trois catégories.

- L'IDE peut accroître le volume total des capitaux disponibles pour l'investissement dans l'économie d'accueil ;

---

<sup>1</sup> OCDE (IDE au service du développement), op-cit, p 50,51.

<sup>2</sup> OCDE (IDE au service du développement), ibidem, p 52,53.

- Constituer une source de capitaux moins volatile que les emprunts et les investissements de portefeuille ;
- Contribuer à l'intégration internationale, générer des externalités positives ou déclencher un processus de réforme structurelle que l'investissement local n'aurait pas suffi à mettre en marche ;

L'IDE contribue indirectement à atteindre ces objectifs en apportant des capitaux supplémentaires ou en favorisant des conditions d'investissements plus stables.

### **2-3 : coût économique de l'IDE :**

La définition la plus éloquente du « coût » économique des apports d'IDE et de la présence d'entreprises étrangères est toute perte de richesse qui en découle pour le pays d'accueil. Cette définition soulève néanmoins des problèmes conceptuels, dans la mesure où l'IDE se conjugue ou contribue souvent à d'importants changements économiques, qui peuvent avoir des retombées positives et négatives.

Il est important de distinguer le coût net du coût brut. L'IDE doit d'abord influencer sur les structures économiques et les pratiques en place, certains agents ne manqueront pas de considérer les changements qui en résultent comme une détérioration de leur situation.

Il faut souligner la nécessité de considérer les coûts bruts sur le long terme. Les pouvoirs publics des pays d'accueil qui estiment que les retombées économiques négatives immédiates de l'IDE sont excessives et doivent tenir compte de l'impact à plus long terme. En particulier, lorsque l'IDE permet des gains de productivité ou d'efficience.

### **2-4 : Modes d'entrée :**

Les flux d'IDE se composent essentiellement de quatre types de transactions du compte de capital : les investissements dans les nouveaux projets, Les fusions et acquisitions, le réinvestissement de bénéfices dans des entreprises étrangères et enfin, les prêts transnationaux et les crédits commerciaux entre des entreprises liées.

Les avantages potentiels de l'IDE résumés précédemment s'appliquent généralement à tous les types d'IDE. Mais les pouvoirs publics de nombreux pays en développement préfèrent investir dans de nouveaux projets, certains ont exprimé leurs inquiétudes concernant les effets des opérations de fusions-acquisitions émanant de l'étranger, par crainte d'une prise de

contrôle d'entreprises locales par des investisseurs étrangers surtout dans le domaine politique et économique.

Du point de vue politique, les pouvoirs publics des pays d'accueil peuvent convaincre relativement facilement leurs électeurs des avantages liés à des investissements dans de nouveaux projets, tandis que l'acquisition d'entreprises nationales bien établies par des étrangers est souvent source de ressentiment.

Du point de vue économique la plus part du temps l'investissement dans de nouveaux projets et le plus choisi par rapport aux fusions-acquisitions, cette décision est liée au montant des capitaux dégagés à terme pour l'investissement productif dans l'économie d'accueil et source de financement extérieur stable.

### **Section3 : Les facteurs déterminants de l'IDE :**

Avant de prendre la décision d'investir à l'étranger, un investisseur potentiel s'intéresse à de nombreux facteurs. Certains de ces facteurs sont vraiment décisifs, et démontrent les avantages de l'investissement à l'étranger ou l'adéquation globale d'un pays pour un tel investissement. D'autres facteurs sont plus spécifiques, et répondent plus particulièrement aux besoins d'une firme donnée.

#### **3-1 : Les facteurs décisifs pour l'IDE :**

##### **A. Motivations générales :**

Les entreprises s'engagent dans l'IDE pour améliorer leurs rentabilité, elles sélectionnent les projets d'investissements qui leurs offrent le plus de chances d'accroître leurs revenus nets<sup>1</sup>.L'IDE permet à l'entreprise de développer ses intérêts commerciaux ou son « empire commercial » et d'acquérir un pouvoir de marché et une renommée mondiale. Elle peut en effet souhaiter :<sup>2</sup>

- Développer ses exportations à destination du pays où elle investit ;
- Conquérir une part de marché dans le pays où elle s'implante ;

---

<sup>1</sup> Andrew Harrison, Ertugrul Dalkiran, Ena Elsey , « business international et mondialisation » Ed de Boeck , 2004 ,p 321.

<sup>2</sup>Yves Simon, Delphine Lautier, « Finance internationale » Ed Economica, 2005, p782.

- Sauvegarder un marché (les mesures protectionnistes des autorités locales qui protègent leurs producteurs et freinent les importations conduisent souvent les entreprises à investir à l'étranger pour conserver leur marché) ;
  - Répondre à la concurrence d'autres firmes multinationales qui investissent sur son marché domestique ;
  - Produire dans le pays où elle investit afin de pouvoir exporter vers des pays tiers ;
  - Réduire les coûts de transport ;
  - S'assurer un approvisionnement régulier de produits indispensables à la production de l'entreprise ;

Certaines multinationales se sont récemment converties en « entreprises mondiales », en développant leur présence sur tous les principaux marchés mondiaux. L'IDE leur a permis tout en leur garantissant le contrôle de leurs opérations.

### **B. L'environnement et la culture du monde des affaires :**

Les investisseurs cherchent avant tout un environnement politique stable, cela est sans doute plus important pour eux que de savoir si un pays est en phase de reprise ou de déclin économique, dans la mesure où ils s'intéressent davantage au potentiel d'une économie qu'à son état présent. La stabilité économique est un critère crucial. Les guerres et les agitations internes sont synonymes de destructions. Des changements mouvementés de gouvernement peuvent également mener à une certaine instabilité dans l'environnement commercial et conduire à la nationalisation ou à la confiscation des biens étrangers<sup>1</sup>.

Dans beaucoup de pays, les affaires sont ralenties par les procédures bureaucratiques et la corruption. Dans certains nombre de pays africains, les douaniers et certains autres agents publics sont souvent si peu payés qu'ils ont recours à des pots de vin pour compléter leurs revenus. La bureaucratie et la corruption sont des « nuisances » qui affectent le business et peuvent influencer négativement la décision d'effectuer un IDE, ainsi que la vie globale d'une ville ou d'un pays, ne poussent pas les employés des grandes entreprises à vouloir partir travailler à l'étranger.

La culture des affaires est intimement liée à la culture et aux traditions du pays, tout d'abord, l'entreprise étrangère doit prendre compte des détails pratiques des procédures d'affaires dans le pays d'accueil : formules de politesses et de salutations, utilisation du langage verbal et

---

<sup>1</sup> Andrew Harisson « business internationale et mondialisation », Op-cit, p 323.

corporel, codes vestimentaires, méthodes de gestion et de négociations ..., ensuite, elle doit gérer la complexité des relations d'affaires et de réseaux qui reflètent les coutumes de la société.

Pour éviter de tels écueils, certaines multinationales abordent l'IDE avec prudence, surtout pendant les premières phases internationalisation, et s'orientent en premier lieu dans des pays ayant une culture des affaires similaire à la leurs ou familière.

### **C. Les politiques d'aides gouvernementales :**

Généralement, les investisseurs étrangers potentiels sont attirés par les incitations financières ou les dégrèvements accordés par les gouvernements des pays susceptibles de les accueillir. Les gouvernements semblent se livrer une compétition pour accorder les primes les plus importantes.

Les gouvernements utilisent de telles stratégies<sup>1</sup> à court terme, et attirent parfois des investisseurs, dans le cas où le soutien financier d'un gouvernement est utilisé avec parcimonie pour permettre de surmonter les désavantages liés à une infrastructure industrielle en déclin ou aux séquelles de connaissances dépassées.

Les politiques gouvernementales qui fournissent un environnement commercial capable de soutenir l'entreprise sont plus intéressantes. Cela inclut une stabilité macroéconomique et une libéralisation des échanges, qui garantit une faible inflation, des taux d'intérêts peu élevés et un taux de change stable.

Les investisseurs étrangers utilisent la libéralisation des échanges pour pénétrer les marchés, et effectuer une utilisation plus souple des ressources et d'avoir la liberté de prendre de leurs propres décisions.

Les gouvernements du monde comprennent de mieux en mieux la nécessité de créer un environnement politique attractif pour les investisseurs étrangers, et cela en utilisant des politiques de soutien, qui peuvent inclure un impôt peu élevé sur les sociétés « exonérations fiscales temporaires » pour les investisseurs étrangers, et des mesures telles que des crédits d'impôts visant à encourager la recherche et l'investissement.

---

<sup>1</sup> Andrew Harisson, op cit, p 324

**D. Le stock national des « actifs créés » :**

Selon la CNUCED, le terme « actifs créés » est utilisé pour décrire une gamme importante d'actifs accumulés par un pays au fil du temps<sup>1</sup>. Ils ont été créés par l'effort humain et par les actions de soutien des entreprises et des gouvernements entre autres. Certains de ces actifs sont tangibles comme l'infrastructure industrielle d'un pays ou ses réseaux de distribution. D'autres « actifs créés » sont considérés comme intangibles telle que la culture commerciale d'un pays et l'attitude de sa population vis-à-vis de la création des richesses.

D'une manière générale, ces actifs créés sont désormais plus importants dans beaucoup d'industries que les ressources naturelles. Dès lors, un pays disposant de peu de réserves naturelles peut tout de même se révéler attractif pour l'IDE dans la mesure où il offre un environnement favorable dans d'autres domaines, certaines entreprises pourront rechercher des actifs créés spécifiques comme une main d'œuvre qualifiée ou une certaine technologie, mais en général les actifs créés permettent de fournir un climat commercial très favorable dans le pays d'accueil.

**3-2 : Les facteurs spécifiques dans la décision d'IDE :****a. L'accès aux ressources :**

Ce qu'on peut constater, c'est que de nombreuses industries se sont implantées à proximité des matières premières ou de sources d'énergie comme le fer ou le charbon, dans un monde moderne régi par des transports rapides à bas prix, des approvisionnements en énergie facilement disponibles et par une dépendance moins importante des matières premières, pour beaucoup d'entreprises, la disponibilité des ressources ne constitue plus un facteur contraignant dans leurs décisions d'implantation.

Les considérations stratégiques de nature industrielle sont parfois à l'origine d'investissements directs à l'étranger. L'entreprise peut vouloir<sup>2</sup> :

- Tirer profit d'un avantage technologique ;
- Abaisser les coûts de production et profiter d'une main d'œuvre bon marché ;
- Accéder à des ressources rares et à des actifs spécifiques ;

<sup>1</sup> Andrew Harisson, op cit, p 325.

<sup>2</sup> Yves Simon, Delphine Lautier, op cit, p 783.

**b. Les avantages de l'accès du marché :**

L'accès aux marchés a remplacé l'accès aux ressources en termes d'importance. La taille et le taux de croissance de ces marchés sont susceptibles d'attirer l'IDE. Une implantation à l'étranger peut également faire office de base pour les exportations vers de nouveaux marchés régionaux. Effectuer un IDE au sein du marché cible permet à l'investisseur de faire appel à une main d'œuvre et des fournisseurs locaux. Ce qui permet à l'entreprise de mieux connaître et comprendre la culture locale. Ceci va permettre à l'entreprise de faire accepter ses produits si elle est considérée comme un membre de la communauté locale apportant une contribution positive à l'économie locale. Cela dépendra bien entendu de la manière dont l'entreprise se comporte.

L'évolution de la relation entreprise-client à long terme, mène à discerner quels sont leurs besoins et leurs préférences qui permettent aux fournisseurs de faire davantage correspondre sa stratégie marketing avec le profil des clients et de son entreprise. Cela permet de réduire le coût de la stratégie marketing ainsi que le coût de certaines transactions découlant de la vente du produit et d'améliorer l'efficacité des efforts de l'entreprise en termes de marketing. Etre proche du marché n'est pas essentiel mais peut permettre de simplifier ce processus.

**c. la réduction des coûts :**

Les multinationales transfèrent parfois tout ou une partie de leur processus de production dans les pays à bas prix afin de réduire globalement leurs coûts de production et d'améliorer leurs compétitivité au plan international. Cette situation concerne principalement les productions pour lesquelles de gros volume de matières premières de base, d'énergie ou de main d'œuvre sont nécessaires au processus de production.

Des considérations stratégiques de nature financière conduisent à investir à l'étranger <sup>1</sup>:

- tirer bénéfice des avantages monétaires et financiers qu'elle possède dans son pays d'origine.
- Utiliser ses capacités d'autofinancements qui ne seraient pas rentables s'ils étaient réalisés dans son pays d'origine ;
- Offrir une plus grande sécurité à ses actionnaires en diversifiant ses marchés et ses lieux d'implantations ;

---

<sup>1</sup> Yves Simon, Delphine Lautier, op cit, p 783.

Le coût apparait de manière évidente comme un facteur important dans la décision des entreprises de se lancer dans l'IDE. Les multinationales emploient toujours collectivement la majorité de leur force de travail dans les pays industrialisés aux coûts élevés ce qui laisse à penser soit que d'autres facteurs sont jugés plus importants, soit que les coûts unitaires peuvent être contrôlés sans avoir besoin pour autant de s'implanter dans un pays à bas prix. Ces coûts sont souvent réduits pour les investisseurs grâce à des incitations financières sous forme de subventions gouvernementales ou de réduction d'impôts. Les taux d'impôts peu élevés sur les sociétés et des contributions de sécurité sociale faibles peuvent constituer des incitations financières. La proximité de marchés et des matières premières peut également contribuer à réduire les coûts de transport.

**d. Surmonter les barrières commerciales :**

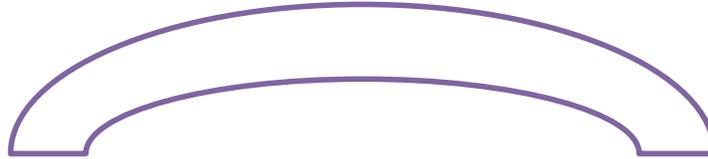
Les entreprises doivent franchir de nombreuses barrières lorsqu'elles essaient de pénétrer des marchés étrangers<sup>1</sup>. Certaines sont des barrières naturelles comme la culture ou la langue. La connaissance peut aider à les surmonter mais une réelle compréhension est plus facile à atteindre par l'IDE et l'emploi de travailleurs locaux que par des échanges commerciaux à distance. D'autres barrières commerciales sont érigées par les hommes comme les droits de douane, les quotas et les barrières non tarifaires comme les normes de productions ou de procédures d'essais.

---

<sup>1</sup> Andrew Harisson, op cit, p 328.

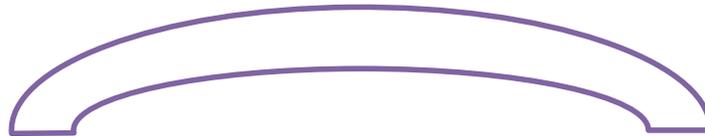
Ce schéma si dessous récapitule les facteurs déterminants de l'IDE :

**Figure n 1.1 : Les facteurs déterminants de l'IDE**



**Facteurs décisifs :**

- Motivations générales
- Environnement et culture du monde des affaires
- Politiques d'aides gouvernementales
- Les réserves nationales de « capitaux générales »



**Facteurs spécifiques :**

- Accès aux ressources
- Avantages du marché
- Réduction des coûts
- Contournement des barrières commerciales.

**Source :** Andrew Harisson « business international et mondialisation »,op cit, p 322.

**Section4 : Les théories des investissements directs étrangers :**

De nombreuses théories ont été élaborées pour expliquer les investissements directs à l'étranger. Elles ont analysé les motivations de ces investissements, chacune de leurs théories contribue à notre compréhension des raisons sous-jacentes à l'IDE ou offre une explication relative à un IDE particulier. Il n'existe cependant pas de théorie complète de l'IDE.

**4-1 : Les théories traditionnelles du commerce international et de l'investissement :**

La théorie la plus ancienne est la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo qui a été développé en 1880, ce cadre théorique qui reste associé à l'ouverture des frontières au commerce international sur la base d'un jeu à somme positive dans lequel tous les partenaires

commerciaux profitent de l'échange<sup>1</sup>. La théorie sur l'avantage comparatif offre une base de réflexion pour expliquer et justifier le commerce international dans le monde qui s'oriente résolument depuis 1945 vers la liberté du commerce, des conditions de concurrence loyale, la réduction de l'incertitude, des coûts de transaction réduits, tout en minimisant l'interférence arbitraire des états. Ces conditions de libre-échange forment le postulat de la théorie de l'avantage comparatif.

Cette théorie de l'avantage comparatif fut adaptée plus tard dans le modèle de Heckscher-Ohlin, Qui estiment que l'avantage comparatif provient des différences entre les dotations de facteurs naturels. Un pays ayant des ressources abondantes ou productives ne développera pas seulement l'utilisation industrielle de ses propres ressources mais attirera également des entreprises étrangères. Ces théories offrent donc une analyse de l'IDE aussi bien que du commerce international.

#### **4-2 : La théorie de l'arbitrage financier :**

Cette théorie a été appliquée aux flux d'investissements étrangers. La manière dont elle peut s'appliquer au portefeuille d'investissement est évidente, dans la mesure où ce type d'investissement est souvent très sensible aux mouvements internationaux et des taux d'intérêts. Elle est moins facilement applicable à l'IDE qui réagit à des facteurs à longs termes qu'à des facteurs de courts termes. et vendu à un prix plus élevé sur un autre. L'arbitrage sur le marché des capitaux est le processus par lequel les actifs financiers sont achetés à un prix plus bas sur un marché<sup>2</sup>. Dans le cas de l'IDE, la rentabilité d'un investissement est souvent influencé par une combinaison de facteurs, et la théorie de l'arbitrage du capital n'offre dès lors qu'une analyse plutôt générale.

---

<sup>1</sup> David Eiteman Arthur Stonehill Michael Moffett, «Gestion et finance internationales », Ed Pearson education, 2004, p 386.

<sup>2</sup>Andrew Harisson, op cit , p 330.

**4-3 : Les théories fondées sur la structure des marchés :****A) La théorie du cycle du produit :**

La théorie du cycle de produit a été élaborée par un économiste américain R, Vernon (1966) elle est appliquée sur l'IDE<sup>1</sup>. Vernon a montré que le choix de la firme entre l'exportation, la production à l'étranger et l'accord de licence dépend de la période du cycle dans laquelle se situe le produit.

Le cycle de vie comporte trois phases<sup>2</sup> :

1- Le produit se développe dans le pays d'origine dans lequel l'entreprise dispose d'un avantage technologique. L'entreprise peut l'exporter sans avoir encore de concurrence étrangère. Le produit n'est pas encore standardisé.

2- Le produit devient standardisé et atteint sa phase de maturité. des concurrents étrangers apparaissent. Pour conserver son avantage, la firme doit rechercher des pays où elle peut obtenir des coûts de production plus faibles.

3- La firme multinationale produit à l'étranger, puis réexporte une partie de sa production vers la société mère.

**B) la théorie des marchés imparfaits de S. Hymer :**

S. Hymer est un économiste canadien qui a proposé sa théorie. Il a procédé d'abord à une critique de la théorie néoclassique selon laquelle les capitaux passent des pays où ils sont abondants et où les taux d'intérêts sont faibles vers ceux où les capitaux sont rares et le taux d'intérêt élevé.

Pour s'implanter à l'étranger, les entreprises doivent d'abord posséder un avantage organisationnel sur leurs concurrents dans le pays hôte. Il y a aussi des imperfections des marchés qui expliquent la préférence pour le contrôle des filiales étrangères plutôt que la concession d'un brevet à une entreprise du pays hôte. Ces imperfections qui peuvent être naturelles, ou entraînées par des mesures gouvernementales ou des dispositions adoptées par les entreprises.

---

<sup>1</sup> (josette peyrard) , op cit, p 188.

<sup>2</sup> « gestion financière internationale »,op cit, p 189.

Les firmes multinationales perpétuent leurs avantages au niveau international par deux moyens :

- la minimisation des coûts du marché ;
- l'organisation plus efficace des ressources des firmes multinationales ;

S.Hymer a été le premier auteur à mettre l'accent sur l'imperfection des marchés. Toutes les théories ultérieures conserveront cette hypothèse. Mais, cette théorie n'explique pas les raisons des avantages des firmes multinationales et ne permet pas de savoir quelles seront les firmes qui investiront dans ces avantages plutôt que dans d'autres actifs. Enfin, elle n'explique pas la multinationalisation des services.

#### **C) La théorie de l'internalisation ses marchés de produits intermédiaires :**

Cette théorie a été élaborée par P.J. Buckley et M. Casson. Elle considère que les connaissances, les brevets, les marques sont des biens intermédiaires. Le marché interne d'un groupe permet la production de produits finals, qui utilise le savoir comme produit intermédiaire et aboutit à un meilleur rendement pour ses frais de recherches antérieures.

Cette théorie intègre la théorie du cycle du produit et tient compte de la situation de l'entreprise qui planifie plusieurs produits pour son marché national et pour les marchés étrangers. Elle intègre aussi la théorie de l'imperfection des marchés et la prolonge. Cependant, elle est difficile à tester justement parce que les marchés sont imparfaits, par ailleurs, elle ne s'intéresse pas à la multinationalisation des services.

#### **4-4 : Les théories fondées sur l'organisation de l'entreprise :**

##### **1) La théorie de Y. Tsurumi :**

Y. Tsurumi a expliqué l'efficacité des entreprises japonaises par rapport aux entreprises américaines par des raisons concernant la gestion<sup>1</sup>. D'après cet auteur, la plus grande compétitivité et l'internationalisation plus efficace des firmes japonaises est due à une meilleure organisation, et au rôle des maisons de commerces japonaises.

Dans le modèle américain, seuls les managers réfléchiraient sur les décisions stratégiques. Par contre, dans le modèle japonais, les cadres moyens et supérieurs sont aussi impliqués dans ce processus. Donc, tous les employés sont incités à s'intéresser aux objectifs à long terme. En

---

<sup>1</sup> « gestion financière internationale », opcit, p 195.

plus, il existe un lien étroit entre les fournisseurs et les maisons de commerce, ce qui permet une meilleure gestion.

## **2) La théorie de K.Kodjima :**

K.Kodjima a également mis l'accent sur l'organisation spécifique des firmes multinationales japonaises. Il veut montrer que l'investissement direct à l'étranger et le commerce extérieur d'un pays sont complémentaires. Cette théorie a pu expliquer un certain nombre d'investissements directs japonais dans les années 70. Elle ne correspond plus à la réalité récente, puisqu'on observe un accroissement des implantations japonaises en Europe, aux Etats-Unis, au Canada.

## **4-5 : La « théorie éclectique » de la production internationale :**

J. Dunning s'est intéressé à la question de savoir pourquoi une firme choisit de s'implanter à l'étranger plutôt que d'y exporter, d'accorder des licences, de vendre des brevets ou d'accorder des franchises. L'analyse de Dunning est appelée « théorie éclectique » qui réunit un certain nombre de caractéristiques de l'IDE qui peuvent relever de la propriété (P), de la localisation (L) ou de l'internationalisation (I). On l'appelle aussi le paradigme PLI<sup>1</sup>.

Les avantages liés à la propriété découlent du fait que l'IDE permet à une société de conserver la propriété de ses filiales étrangères. La propriété permet à une société de profiter d'une utilisation exclusive des brevets, de la technologie, de la recherche, du management, de la chaîne de distribution, des ressources financières et des techniques de marketing.

Les avantages de la localisation sont plus étroitement liés aux théories traditionnelles de l'IDE. Elle permet d'accéder aux matières premières, au travail à bas prix et aux différents marchés. Elle peut également permettre à une entreprise de contourner les barrières commerciales et d'autres restrictions gouvernementales.

---

<sup>1</sup> « business internationales et mondialisation », opcit , p 331.